

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 533 - 24 janvier 1991 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

- LA PAIX - VITE..... 2
- LE SPORT COMME IL VA..... 6
- ÉTRENNES DE LA FÉDÉRATION..... 7
- AU CONSEIL RÉGIONAL..... 8

ENSEMBLE POUR BATTRE LA GUERRE

Les Députés et Sénateurs de notre département en votant tous pour la guerre ont pris une grave responsabilité, rien ne justifie une telle décision. Aucun article de presse ne peut faire accepter le choix de la guerre, surtout quand dans ceux-ci ils disent "ne pas regretter leur vote" ou affirment "il était nécessaire de tuer le ver dans le fruit".

D'autres hommes politiques invitent à l'Union Sacrée, à suspendre le débat politique, à ne pas parler de la guerre, mais à préparer la paix pour l'après-guerre.

Un vote et un langage qui n'ont rien à voir avec les possibilités de Paix qui existaient, ni avec l'expression de celles et ceux qui les ont élus, qui en participant massivement aux manifestations du 12 et depuis avaient exprimé leur volonté de poursuivre la négociation. Mieux vaut quelques mois de négociations que quelques jours de guerre.

La France a autre chose à faire que de faire mourir ses soldats pour le dollar.

La majorité de notre peuple s'oppose à cette guerre comme au mépris raciste à l'égard des peuples arabes.

Alors que tant de voix diverses s'élèvent pour la Paix et la vie, les Communistes appellent toutes les forces vives de notre Pays, les pacifistes, les socialistes, les verts, les gaullistes, les croyants de toute confession à dépasser les clivages et les différences d'opinions, de philosophies, de croyances

pour agir ensemble. Nous nous félicitons que de nouvelles associations et syndicats aient rejoint le Collectif pour la Paix à Nantes et à Saint-Nazaire.

Le nombre d'initiatives : par les pétitions, les bulletins de vote recueillis ou pour s'adresser à tous ceux qui refusent cette "boucherie" témoignent de la vivacité de notre Parti, de sa capacité à rassembler. Obtenir l'arrêt de la guerre implique de rassembler davantage, en nombre et dans la diversité, pour que s'expriment plus haut et plus fort ceux qui refusent l'engrenage de feu, de fer et de sang.

Chaque communiste peut faire quelque chose, autour de lui, dans sa famille, au travail, parmi ses amis, auprès des lecteurs de plus en plus nombreux de l'HUMANITÉ et de l'HUMANITÉ DIMANCHE.

Cette exigence de faire plus implique de vite rencontrer un à un chaque adhérente et adhérent pour lui remettre sa carte 1991, organiser dans chaque cellule les Assemblées Populaires, pour y rassembler celles et ceux qui dans cette lutte constatent, une nouvelle fois, qu'ils peuvent compter sur le Parti Communiste.

Jean-René TEILLANT
Membre du Secrétariat

IL FAUT D'URGENCE STOPPER L'ENGRENAGE MEURTRIER

Continuons de réclamer l'arrêt de la guerre, le rapatriement de nos soldats, l'ouverture de négociations pour obtenir le départ des troupes irakiennes du Koweït, la tenue d'une Conférence Internationale sur les problèmes du Moyen-Orient.



COUPS DE...

DISCOURS SUR ET CONTRE LA GUERRE

Citations :

«La guerre est bonne pour les ambitieux qui spéculent sur ces sortes d'événements.»

Elle est bonne pour les ministres dont elle couvre les opérations d'un voile plus épais.

Elle est bonne pour le pouvoir exécutif dont elle augmente l'autorité, la popularité, l'ascendant.

Elle est bonne pour la coalition des intrigants, des modérés qui gouvernent la France. Ils gagneront les cœurs à la cause du modérantisme.

Ce que je crains, ce sont les progrès des faux principes, de l'idolâtrie, et la perte de l'esprit public.

Et, la plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique est de croire qu'il suffise d'entrer à main armée chez un peuple étranger, pour lui faire adopter ses lois et sa constitution, car personne n'aime les missionnaires armés.»

De qui, dites-moi, ces fortes paroles, très actuelles, vous en conviendrez ?

Vous séchez ?

Elles sont de Maximilien Robespierre, dans son **Discours contre la guerre** au Club des Jacobins, le 2 janvier... 1792.

Singulier bicentenaire, et qui montre, comme le soulignait également l'un de ses contemporains, que la guerre c'est bien la poursuite de la politique — y compris politique — par d'autres moyens.

P.C.C. : J.-Y. M.

...PIOCHE !

ARRETEZ LE MASSACRE

L'incendie gagne. Le feu de la guerre du Golfe, de plus en plus violent, s'étend toujours plus. Jusqu'à quelle extrémité dans l'échelle de l'horreur va-t-il se déployer? Jusqu'à quelle incalculable conséquence pour toute l'humanité va-t-il se développer?

On voulait nous faire croire à une guerre «électronique», «propre» et «rapide». C'est en réalité un déluge continu de feu, de fer, qui tombe sur des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants.

C'est une mêlée féroce, sanglante et sans trêve qui broie des milliers d'hommes. La guerre éclair, faite en gants blancs par les stratèges de l'électronique devant leurs écrans n'était qu'un leurre: Georges Bush a dû le reconnaître à la télévision. Sur six colonnes, le journal «le Monde» titre: «Des lendemains qui déchantent pour la Maison Blanche». La boucherie de la violence moderne s'installe. Et il faut tout l'art ridicule du secret de Saddam Hussein pour reconnaître 23 morts dans son pays.

En France, de nombreuses personnalités, qu'elles soient communistes, socialistes, pacifistes, écologistes, gaullistes (dont le fils et le petit-fils du Général de Gaulle) ont dit, de manière sans doute différente, mais clairement, leur opposition à cette guerre.

Des familles de soldats sont plongées dans l'angoisse. Le peuple français est inquiet. Il ressent que cette guerre n'est pas la sienne. Les manifestations dans le pays le démontrent.

La France doit se prononcer pour l'arrêt immédiat de la guerre, retirer ses troupes, négocier pour obtenir le retrait de Saddam Hussein du Koweït et la tenue d'une Conférence Internationale sur les problèmes du Moyen-Orient.

Le peuple français ne comprendrait pas que les plus hautes autorités de notre pays ne prennent pas l'initiative immédiate de se dresser sur la route qui mène à l'abîme. Le retrait de tous les soldats français du Golfe pourrait être le premier acte décisif avant de jeter toutes les forces de la France dans la bataille pour la négociation.

Il y va du destin de notre patrie elle-même.



PARLONS CLAIR

La guerre du Golfe bat son plein et nul ne sait quand et où elle va s'arrêter.

Les B52 déversent des milliers de tonnes de bombes sur des villes d'Irak et du Koweït.

L'Irak bombarde Tel-Aviv et Israël est prête à entrer en guerre, au moment où ses lignes sont écrites.

Combien de victimes civiles, hommes, femmes, enfants, sont-elles à dénombrer dans ce déluge?

Le conflit s'embrase, s'élargit, avec des armes de plus en plus sophistiquées, de plus en plus meurtrières.

Dans notre dernier

numéro des «Nouvelles» nous relations le message de l'abbé Pierre pour la paix et nous notions que «Ouest-France» n'en avait pas fait l'écho. C'est Vincent Braud de «l'Eclair» qui répond en attendant notre position sur les événements de Vilnius, qui à l'en croire seraient pour nous un «détail». Quitte à le décevoir, la situation dans les pays Baltes nous préoccupe sérieusement. Là, comme ailleurs, des solutions pacifiques, politiques doivent être apportées. Le recours à la force entre les partisans du maintien des pays Baltes dans l'Union et les nationa-

listes n'est pas une solution. C'est par le dialogue, par la primauté à un règlement politique que ces questions doivent être résolues.

Ceci étant dit, nous sommes particulièrement angoissés par ce qui se passe dans le Golfe, car l'engrenage d'un embrasement général de cette région est en train de s'enclencher et la France est un des acteurs.

Notre journal n'aura de cesse que cette guerre ne s'arrête. Nous continuerons à lutter pour cela.

C'est notre honneur.

RÉPERTOIRE 1991

des **annonces**

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

LEROUX

VOTRE GRINETIER
DISTRIBUTEUR DES GRAINES
VILMORIN

Angle rue Albert-de-Mun et place des Martyrs
et JARDINERIE LEROUX, route de Pornichet
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.22.45.47



ASSURANCES
TOUTES BRANCHES

Jacky KERFRIDEN, agent général

RETRAITE - PRÉVOYANCE - ENTREPRISE
PLACEMENTS SANTÉ

42, rue de la Paix, SAINT-NAZAIRE, Tél. 40.66.38.61

PRIORITÉ A NOS ANNONCEURS

Vous voilà, amis lecteurs, en possession de notre Répertoire 1991 des Annonceurs. Nous vous demandons de le consulter, de vous y référer, de le conserver afin qu'il vous aide à faire vos achats.



Amis lecteurs, est-il besoin de rappeler la nécessité de réserver votre priorité à ceux qui accordent leur publicité à notre journal ?

C'est une question de bon sens, de justice, de démocratie. C'est aussi et surtout, votre intérêt.

Lorsque vous achetez - n'importe où - un produit quelconque, savez-vous que, dans le prix que vous versez, une part importante est réservée à la publicité ?

Et le commerçant sera seul à décider de la façon dont il répartira cette publicité entre les différents journaux.

Ainsi, lorsque la direction d'un magasin refuse d'accorder sa publicité aux "Nouvelles", elle pénalise les lecteurs de notre journal et tout particulièrement les dizaines de milliers d'électeurs communistes et leurs familles, et elle verse (à leur corps défendant) une partie de leurs deniers à

d'autres supports publicitaires et en particulier à la presse qui prend fait et cause pour le grand capital.

C'est profondément injuste, c'est antidémocratique.

Si bien que, pour rétablir la plus élémentaire des justices, nous demandons à nos amis, à nos lecteurs de donner toute leur priorité aux annonceurs qui ne pratiquent aucune discrimination envers nous.

Dans ce domaine aussi, il s'agit d'un combat pour que notre presse ait la juste part qui lui revient dans tous les budgets publicitaires.

A LA DIMENSION DES BATISSEURS



● SAINT-NAZAIRE
82, rue Henri-Gautier
44800 Saint-Nazaire
Tél. 40.22.24.92
Télex 700926 guyouzo

● LA BAULE
13, rue des Corallines
44500 La Baule
Tél. 40.80.20.04

● LA BAULE
13, av. du C^e de Nervo
44500 La Baule
Tél. 40.80.24.37

● LE POULIGUEN
Cour de la Gare SNCF
44510 Le Pouliguen
Tél. 40.82.31.47

● LA TURBALLE
4, rue de la Marjolaine
44420 La Turballe
Tél. 40.23.32.15

● LA ROCHE BERNARD
La Ville-aux-Prés
44410 Herbignac
Tél. 40.88.82.51

● PONTCHATEAU
54, route de Cressac
44160 Pontchâteau
Tél. 40.45.05.70

● TRIGNAC
Cité Nouvelle, B.P. 11
44570 Trignac
Tél. 40.90.25.91

● PORNIC
Rte Bleue, B.P. 57
44120 Pornic
Tél. 40.82.01.04

POINT F
TROUILLARD

MATERIAUX - CARRELAGE - ISOLATION - MENUISERIES - BOIS - PANNEAUX

SIROCCO UPA
MOBILIER URBAIN

Publicité - Affichage

Agence de NANTES

46, rue Noire, 44000 NANTES

Tél. 40.37.02.09

Télex 40.74.18.43 - Tél. 701 145



SOLDES

CUISINES
SCHMIDT

Jusqu'au bout de l'exigence

GO CUISINES

Alain GREGOIRE

**48, Bd Victor Hugo
SAINT-NAZAIRE**

Tél. 40.66.33.64



Amis lecteurs, camarades, élus, dirigeants de collectivités...

En cette entrée de saison, ainsi que toute l'année, ce répertoire sera un excellent guide pour vos achats personnels ou ceux des collectivités dont vous êtes responsables.

Conservez-le, consultez-le. "LES NOUVELLES" vous remer-

cient par avance d'accorder votre préférence aux firmes et aux magasins qui lui confient leur publicité.

Agissant ainsi, vous contribuerez à revaloriser la publicité qui nous est confiée et, par là-même, vous aiderez notre presse.

CHARPENTE

MENUISERIE

ESCALIERS

G. ARTI - BOIS

43, rue Edouard-Vaillant
44600 SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.90.41.46

LE SPORT, COMME IL VA...

Le Parti Communiste Français considère le sport, de la pratique pour tous à la haute performance, comme une dimension à part entière de l'épanouissement de l'être humain, du progrès de l'humanité.

La mainmise accélérée et aggravée de l'affairisme sur le sport, en s'efforçant de lui imposer ses intérêts mercantiles, est la caractéristique actuelle la plus marquante. Tous en sont victimes quels que soient le niveau et le statut, amateurs et professionnels.

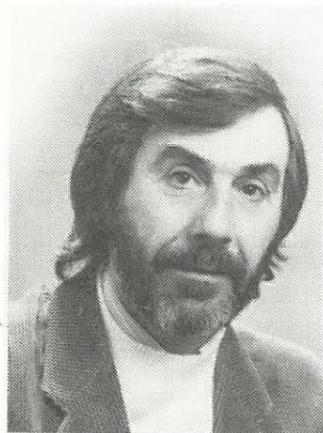
S'il revient au mouvement sportif français et international la responsabilité de faire respecter les objectifs humanistes qui devraient marquer les activités et

manifestations sportives, notre parti ne reste pas indifférent à ces pratiques qui portent au sport de graves préjudices.

Le désengagement financier décidé par l'Etat laisse de façon délibérée la place aux affairistes et à toutes les dérives, et accroît par ailleurs les charges des collectivités locales. Notre action sur ces questions va à la rencontre de millions de gens qui sont attachés aux valeurs d'amitié, de fraternité, de progrès, aux meilleures relations entre les peuples dont le sport est porteur. Tous ceux, toutes celles qui le veulent, doivent pouvoir pratiquer l'activité sportive, le sport de leur choix, pour la formation, la détente, les loisirs, comme pour la haute performance.

ST-NAZAIRE : REGARD SUR LES SPORTS COLLECTIFS CRISE ? OU SIMPLES DIFFICULTÉS ?

Nous avons posé ces questions à André Hauyé, maire-adjoint de St-Nazaire, responsable aux sports et président de l'Office Municipal des sports.



— Une enquête menée par des journalistes de la presse locale près des responsables de clubs locaux de foot, basket et rugby a mis en évidence les graves difficultés des associations sportives de ces disciplines. Qu'en pensez-vous ?

— Les présidents de ces clubs ont décrit — certains avec beaucoup de retenue — la situation réelle de leur sport favori. Il y a plusieurs causes à ces difficultés, la première étant, à l'évidence, le manque de moyens financiers. L'équipement (quand il n'est pas à la charge des familles), les déplacements surtout, tout coûte très cher et comme au niveau où jouent les équipes on ne peut compter sur les recettes des entrées, les clubs vivent de subventions et... d'expédients (bourriches, concours, bars, etc.).

L'Etat, dans ce domaine, a abandonné le rôle d'aide au mouvement sportif qui devrait être le sien : à 0,19% du budget de l'Etat, la part du sport a atteint le fond. Le F.N.D.S., qui devait suppléer l'effort de l'Etat, fournit des sommes si dérisoires que certains clubs renoncent à préparer des dossiers.

Reste la commune. C'est le rôle normal de la commune d'aider les associations qui vivent sur son territoire. Mais faute d'aide de l'Etat, faute de gros sponsors (?) qui choisissent la rentabilité et délaissent la

pratique de masse, la municipalité risque de se retrouver le seul "financier" du sport local et les limites du possible seront vite atteintes. Le problème du manque d'argent est le même, à peu près, pour toutes les disciplines, mais il est plus sensible dans les sports collectifs (déplacements plus nombreux, plus chers et licence/cotisation moins chère, donc moins de recette).

— A la lecture des déclarations des clubs, il semble bien que le bénévolat soit aussi en péril !

— Oui. C'est le deuxième volet du problème. Peut-être parce qu'ils sont découragés devant les difficultés : finances, encadrement technique aussi, les bénévoles s'essouffent. C'est qu'il en faut une dose de dévouement, de bonne volonté, pour s'occuper de 12, 15 ou 20 jeunes de 8, 12 ou 15 ans. La récompense est "morale" (?) uniquement. Et puis, ils entendent, comme tout le monde, que le foot, le basket (c'est-à-dire les sports qu'ils aiment, qu'ils apprennent aux jeunes) brassent des millions, des centaines de millions. Que dès les plus bas échelons de la hiérarchie le poids du fric pèse sur leur sport : le joueur va jouer chez le club voisin plus "riche", plus offrant ! Et tous les efforts accumulés pour former le jeune, au club, s'envolent. Comment ne pas se décourager ? Les Tapie, Lagardère, Afflérou que les médias présentent comme des idoles du foot d'au-

jourd'hui ont semé leurs mauvaises graines de l'affairisme jusque dans nos petits clubs. Au point que j'entends — ou je lis — que la solution d'avenir pour le foot à St-Nazaire, ce serait qu'un chef d'entreprise prenne le problème en main... et le traite, sans doute, comme une entreprise. Les exemples de faillite dans ce domaine foisonnent et devraient inciter à plus de prudence.

— Alors, quelles solutions ?

— Il n'y a sans doute pas de solution miracle, cela se saurait. Et quelqu'un aurait sans doute essayé.

Non, quand toute la société est en crise économique, sociale, morale, politique en un mot, le sport ne peut vivre, sur un nuage, hors de cette crise et la subit de plein fouet.

On aurait tort de penser que le problème est local. Hélas, non ! Ici, à Saint-Nazaire, chacun s'accorde à reconnaître que, hormis quelques aménagements pour le développement de la vie associative sportive, les bases matérielles de la pratique existent et sont correctes en qualité et en quantité. C'est, de mon point de vue, la responsabilité première d'une municipalité : construire des stades, des gymnases, des salles. Ensuite, il faut aider financièrement — sans doute plus — mais ce ne peut être sans limite : c'est l'affaire de TOUS les niveaux du pouvoir politique, Etat, Région, Département, Commune ! Peut-être que si, comme les

lycéens, tous ensemble on réclamait un autre budget de la Jeunesse et des Sports, par exemple, on ferait pression du poids des millions de pratiquants sportifs. C'est une force réelle.

Enfin, il y a une bataille d'idées importante autour de la notion de bénévolat. Une nécessité de revaloriser la tâche éducative du diri-

geant sportif : dire ce qu'elle peut avoir d'exaltant et aider naturellement ceux qui sont prêts à prendre place dans le mouvement sportif, comme cadre, dirigeant, simple accompagnant, à le faire et penser à ne pas utiliser les structures associatives en consommateurs ? C'est aussi une bataille politique.



QUELQUES PROPOSITIONS DU PCF POUR LE SPORT

1) Développer l'éducation physique et sportive à l'école et à l'université. C'est la priorité, le moyen le plus efficace de combattre les inégalités, de déceler les potentialités, de former les hommes et les femmes de demain.

2) Encourager la pratique sportive à partir des entreprises. Il faut y soutenir l'activité des sportifs et des animateurs bénévoles (congés-formation, contingents d'heures).

3) Consacrer 1% du budget

de l'Etat au sport (non comprises les recettes extra-budgétaires) ; supprimer la TVA sur les droits d'entrée des stades et salles de sport ; élaborer une loi-programme de développement du sport ; création d'équipements de proximité et de haut niveau ; aider les associations sportives locales qui contribuent de façon importante à la popularisation et au développement de la pratique du sport ; développer la médecine sportive.

COOPERATION INTERCOMMUNALE OU REGROUPEMENT ?

Avant même que les élus du SIMAN aient pu débattre de la transformation des structures de leur syndicat intercommunal, la presse se faisant l'écho du projet, présentait la création du District comme acquise.

A vrai dire, les choses se précisaient depuis quelque temps, mais la rapidité affichée pour pousser l'ensemble des élus de l'agglomération nantaise à prendre une décision conforme à la volonté du président du SIMAN a même fait titrer : « Une méthode à la hussarde qui hérisse », à "L'Eclair" du 15-1-91.

Le Comité du SIMAN (syndicat regroupant 19 communes de l'agglomération nantaise) devait débattre des conséquences de la transformation du syndicat en un "district".

Les élus communistes devaient voter contre cet intitulé argumentant « qu'ils ne pouvaient approuver la délibération telle quelle car elle oriente exclusivement la réflexion du comité vers une solution préalable... ».

En leur nom, Joël Busson ouvrait le débat :

« Les élus communistes contribuent au développement des coopérations intercommunales en faveur de l'amélioration des services rendus aux populations et de leur cadre de vie... »

Veillons à ce que cette mission soit remplie au mieux en ne venant pas, sous prétexte d'efficacité, empiéter sur les prérogatives des communes quelles que soient leurs tailles... ».

Il remarquait que d'autres hypothèses avaient été écartées d'emblée.

« Celle par exemple de rester au sein d'un SIVOM où peuvent se développer de nouvelles coopérations librement consenties.

Nous ne sommes pas pour figer obligatoirement la situation actuelle. La structure peut évoluer, se moderniser, mais pour nous cela doit être synonyme d'un meilleur service aux communes et à leurs populations... »

Celle-ci implique bien entendu que cessent les transferts de charges et que l'Etat attribue aux communes les moyens de fonctionner... »

Il nous apparaît en fait que l'orientation fondamentale vise à terme à l'application du projet de loi Joxe.

Cette loi, nous le savons, vise à uniformiser les regroupements des communes au sein des communautés de villes ou des communautés de communes... »

En réalité, on pousse les communes à mieux se partager leurs ressources, à gérer ensemble l'austérité, à augmenter les impôts, à privatiser et on appelle cela... la solidarité... ».

MISE AU POINT

Suite à un compte rendu de Conseil municipal de Basse-Goulaine paru dans "Ouest-France" où « ni l'esprit ni la lettre n'y sont respectés », Jacques Rousseau, conseiller municipal, précise au sujet d'une subvention versée à Téléthon qu'il a d'ailleurs votée :

« J'ai, dit-il, déploré le vedettariat et la "course à l'exploit" qui s'est terminée dans les Alpes par la mort de deux jeunes participants.

... Je suis choqué par les sommes fabuleuses qui sont distribuées à certains présentateurs ou vedettes qui appellent à la charité, culpabilisant les citoyens par certains propos et se conférant un label de générosité avec l'argent des autres. Je suis choqué comme je l'ai été en d'autres temps par les opérations brioques, petits-pains, le bal des petits lits blancs et la vignette pour les personnes âgées.

Les gens sont généreux,

ai-je ajouté; ils l'ont prouvé une nouvelle fois.

Je me permets d'ajouter que les familles et les handicapés aspirent à plus de dignité, de respect, à une prise en compte d'une manière permanente de leurs problèmes médicaux, scolaires, universitaires, d'emploi et de ressources par l'Etat.

Les actions ponctuelles ont pour but de désengager en grande partie les gouvernements des responsabilités qui leur incombent. Les responsables locaux du Téléthon ne constatent-ils pas « qu'une première conséquence fut de sortir de l'ombre des maladies oubliées... ».

Pour le reste, mes 37 années passées auprès des handicapés et de ceux qui sont en difficulté ne m'incitent pas à répondre aux propos injurieux et calomnieux qui ne grandissent pas leurs auteurs... ».

LES ETRENNES DE LA FÉDÉRATION

Le fonctionnement et le développement de l'activité du Parti Communiste Français nécessitent plus que jamais des moyens financiers en correspondance avec la hauteur des enjeux actuels.

Les événements nous montrent plus que jamais hélas l'impérieux besoin de donner au Parti, qui représente les forces révolutionnaires et de paix de ce pays, les moyens qui lui sont nécessaires pour fonctionner et s'exprimer.

A l'occasion du 70^e anniv-

saire de notre Parti, une souscription nationale avait été lancée. Les résultats obtenus dans notre département, s'ils sont significatifs des possibilités existantes, n'ont pas permis de placer à la hauteur qu'il convient le niveau des versements nécessaires.

Aussi, la Fédération a-t-elle décidé de prolonger cette initiative en janvier-février en mettant en place les "Etrennes de la Fédération". A cette occasion, nous pouvons permettre à notre Parti de faire

face aux grandes responsabilités qui découlent des choix politiques qu'il vient de faire à son 27^e Congrès : être le Parti révolutionnaire, moderne et unitaire pour une politique de justice, de liberté, de paix, la force politique dont les travailleurs et notre pays ont besoin.

Membres du P.C.F., amis et sympathisants, nous vous invitons à répondre à cet appel en contribuant généreusement aux Etrennes de la Fédération.

1^{ère} liste arrêtée au 16 janvier 1991

NANTES	SAINT-HERBLAIN	PRESQU'ILE GUERANDAISE
DERVALIERES : Patrick BARON 150 F.	LA SECTION : 1000 F. Peter DONTZOW : 50 F.	LA TURBALLE : Lucien CHAUMONT, vétéran : 200 F.

SOUSCRIPTION 70^e ANNIVERSAIRE DU PARTI

6^e liste arrêtée au 16 janvier 1991

VÉTÉRANS : Julien et Louise Kervégant, 200 F.	20 F. — Cellule Thaelman, Ste-Anne : Théophile Vincent, 60 F. — Cellule Cachin, SNCF : 500 F. — Cellule Douineau, SNCF : 500 F. — Cellule Babeuf, Société Générale : Raymond Lannuzel, 300 F. — Cellule Ténine : A. Buraud, 90 F. — Cellule Buysou-Millot : 200 F. — Cellule Frachon : 2000 F. — Cellule Néruda : 500 F. — Cellule Casanova : 200 F; Michèle Lefebvre et Alexandrine Rondel, 100 F; Michel et Ghislaine Leloup, 200 F; Denise Maisonneuve, 100 F; Gilbert Enaud, 2 ^e versement, 300 F. — Cellule Le Paih, C.D.H. : 1000 F; collecte et dons : 104 F.	SECTION DE ST-HERBLAIN Cellule Viaud-Kuron, 380 F (2 ^e versements); Sylvie Sandre, 100 F; Bernard Colou, 200 F.
ELUS : Nantes : Nadine Brisset, 150 F. — Groupe élus Couëron : 2000 F. — Savenay : Alain Séveno, 100 F (2 ^e versement). — Trignac : Jean-Louis Le Corre, 200 F.	SECTION DE ST-NAZAIRE Cellule de Plaisance : Joseph Lemoine, 200 F. — Cellule du Dolmen, 800 F. — Sur liste, 300 F.	SECTION DE LA PRESQU'ILE GUERANDAISE Guérande : Christian Bernier, 200 F.
SECTION DE NANTES : Anonyme, 9 ^e versement, 200 F. — Cellule Turpin, Breil : Catherine Gravoille, 300 F. — Cellule Croizat : Jean-Yves Moreau, 180 F; Mado Moyon, 300 F. — Cellule Duguay : 500 F; G. Guevenoux, 50 F. — Cellule Jégo-Legoff, de Doulon : 500 F; Robert Bernier, 300 F; J. Legarinel, 300 F. — Cellule Thorez, Boissière : 720 F. — Cellule Rutigliano : 2000 F. — Cellule Michel : 2000 F; Henri Bellini, 300 F; Christine Proutière, 200 F; Jean et Juliette Kerguelen, 200 F; Jacqueline Bodin, 50 F; M. Stortz, 40 F; Maurice Bellini, 50 F; Marie-Jo Maudin,	SECTION DU VAL-DE-LOIRE Cellule Angela Davis : anonyme, 108 F. — Carquefou : Claudie et Joël Corpard (2 ^e versement), 300 F.	SECTION DE LA MONTAGNE Mariano Monnier, 100 F.
	SECTION DE LA BASSE-LOIRE Cellule Aragon : Claude Morel, 200 F; Gérard Jade, 300 F.	SECTION GESVRES ET CENS Cellule de La Chapelle-sur-Erdre, 200 F. — Cellule Sipo, 225 F.
		SECTION DES TROIS RIVIÈRES Cellule de Fégréac : 1200 F.

LES ÉTRENNES DE LA FÉDÉRATION



Nom prénom :

Adresse :

verse la somme de : F.
pour les étrennes de la Fédération

(chèque à l'ordre de G. Bontemps,
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES)

LE BUDGET

Le fait majeur de la dernière période est l'expression de ce mécontentement profond, de l'inquiétude réelle, voire de la colère de ces jeunes, ces salariés, ces agriculteurs, face à une politique d'austérité qui gangrène l'espoir d'une vie meilleure.

La solidarité des communistes reste acquise à ces hommes, ces femmes, ces jeunes qui refusent de se laisser diminuer. Notre assemblée a été le témoin de ces mouvements revendicatifs. Ils sont porteurs.

Or, le budget proposé aujourd'hui ne correspond en rien à nos préoccupations ! Nous ne regrettons pas les 57% consacrés à la formation, ni la fiscalité qui marque le pas cette année, ni les aides dispensées au développement de nos atouts régionaux, même si nous devons en analyser les véritables retombées en matière d'emploi...

Ce budget accompagne les dispositifs gouvernementaux : notre région joue un rôle pivot, voire accélérateur, dans le processus d'intégration européenne ? Accélérateur par les projets d'inter-régionalités et d'Arc Atlantique dont on parle beaucoup, mais qui ne peuvent être une perspective d'avenir pour les salariés et la population de notre région.

Il apparaît que sur certains dossiers, les luttes récentes vous

ont contraints à quelques ajustements budgétaires (agriculteurs, lycéens...) de même que nos arguments pour exiger d'avoir des chiffres de création d'emplois... au regard des aides régionales, ce sont des remarques formulées ici même depuis déjà longtemps.

Rémy CROISSANT.

REGION-VILLES

Les événements récents de Vaux-en-Velin et d'Argenteuil ont révélé l'ampleur de la crise profonde, du mal vivre qui se manifeste dans de nombreux quartiers de villes de banlieue.

La colère des jeunes, c'est la colère d'une génération sacrifiée, d'une jeunesse à qui on n'offre rien, si ce n'est d'être chômeur ou R.M.Iste. Comment s'étonner dans ces conditions que le moindre incident dégénère en explosion violente.

Malgré la politique de développement social des quartiers, malgré les opérations H.V.S., les grands ensembles sont les ghettos du chômage et de la misère, ghettos dans lesquels une génération de laissés-pour-compte a grandi.

On aurait tort de croire que dans notre région nous sommes à l'abri de tels incidents. Le Président de la République propose différents moyens en vue de gérer autrement les exclusions

sociales ; parmi lesquels une redistribution des "villes riches" aux "villes pauvres".

Il faut être clair, les finances communales ne permettent plus de répondre aux besoins des habitants et cela, dans toutes les communes.

Cela implique des D.G.F. et D.G.E. en augmentation.

Il y a donc nécessité de faire beaucoup plus pour combattre le mal vivre, et pour cela il faut une autre politique privilégiant l'emploi et la satisfaction des besoins sociaux des habitants de nos cités populaires.

Jean BERTHOLET.

AFFAIRES EUROPENNES

L'Arc Atlantique est passée à sa phase opérationnelle avec quels résultats tangibles au plan de l'emploi ? C'est bien ce critère d'évaluation qui est attendu.

La crise nationale et régionale est telle que le patronat, les financiers cherchent à se libérer du maximum de contraintes. L'Arc Atlantique remet en cause ainsi les solidarités.

On le voit bien, tout est fait pour que les décisions n'appartiennent qu'à quelques décideurs triés sur le volet.

La lecture de l'éditorial de la revue "Espaces d'Europe" de décembre 1990, des élus socialistes au Parlement Européen dans

sa dernière livraison est particulièrement éclairante... Les similitudes avec le contenu du rapport que nous examinons sont flagrantes : il est fait référence aux atouts de cet Arc Atlantique, à la disponibilité de l'espace, à l'agrément du cadre de vie, mais aussi "aux coûts de production réduits". Pas besoin d'étude de textes supplémentaire : les salariés savent, eux, ce qu'il en est !

Avec ces orientations contraires à notre philosophie en matière de coopérations à l'intérieur de l'Europe, nous ne pouvons, vous le comprenez bien, donner notre assentiment.

Jean-Louis LE CORRE.

PERMANENCES DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

Le Secours Populaire Français, antenne de la Halvêque, 23, rue Léon-Serpollet à Nantes, vous informe que ses permanences auront lieu les mardis de 14h30 à 17h ; les 29 janvier, 12 février, 5 et 26 mars et le 9 avril.

Renseignements sur les aides, les activités de l'association, les besoins en bénévoles, etc...

NECROLOGIE

● Notre camarade **André LE BERRE**, de la cellule A.-Stein de Paimbœuf, retraité d'EGF, vient de nous quitter.

La Section du Pays de Retz adresse ses sincères condoléances à son épouse Micheline et à ses enfants.

● Le père de notre camarade **Alain LEROUX** est décédé. La Section de Saint-Nazaire, les élus communistes présentent à Alain et à sa famille leurs sincères condoléances.

"NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE"

S.A.R.L. au capital de 50000F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : J. PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS

PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36.
REDACTION : Tél. 40.89.72.28.

TELECOPIE : 40.48.65.76.

Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52987

Burgamp

Lorient

Le Mans

Nantes

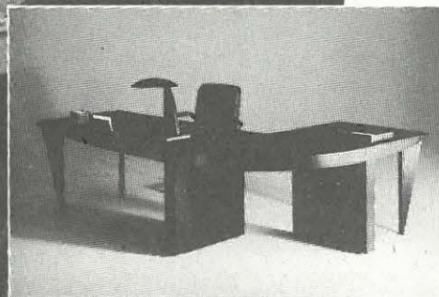
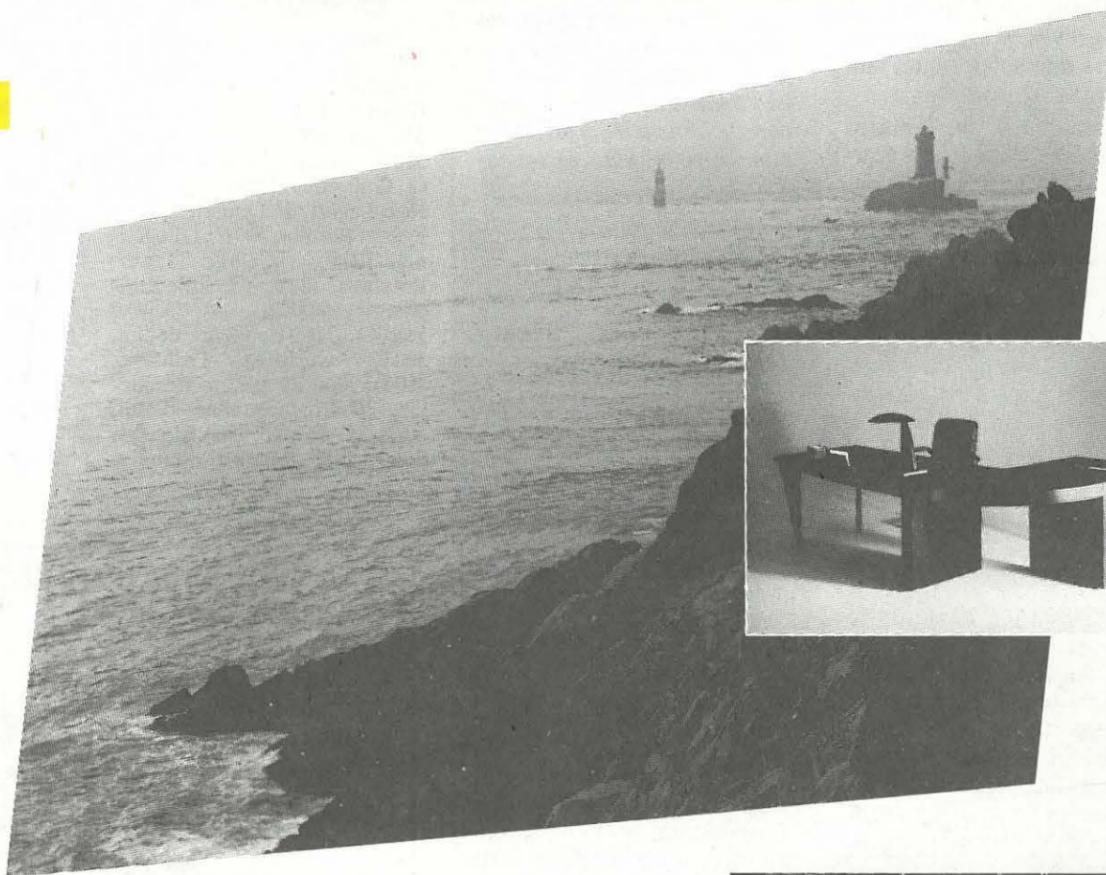
Luçon

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

Notre présence au cœur de votre région représente, pour vous, un avantage irremplaçable.

Dans tous les cas, B.L.E. apporte des solutions adaptées, cohérentes et durables, dans le cadre des besoins recensés et à l'intérieur d'un budget défini au préalable.

En somme une réponse sur mesure à votre problème et la certitude d'avoir fait le bon investissement.



BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT
92 rue Carnot 58100 Lorient 97 21 85 71

groupe gifco